

Philippe Martin : "S'il y a un Gersxit, ça ne marchera pas"

Le président du Conseil Départemental a réaffirmé l'importance de l'Europe pour l'agriculture gersoise en particulier



Philippe Martin : "S'il y a un Gersxit, ça ne marchera pas"

Après avoir visité l'élevage de la trentaine de vaches blondes d'aquitaine et leurs veaux élevés sous la mère, traversé l'étable, et écouté le fonctionnement de l'exploitation d'une centaine d'hectares, les élus venus rendre visite à l'agriculteur Jean-Michel Laffitte, maire de Saint-Elix Theux, se retrouvèrent ensuite sur la colline qui surplombe sa ferme.

Une visite qui n'est pas fortuite ce jeudi après-midi 9 mars car correspondant à la venue de Marine Le Pen au meeting de Mirande. Il s'agissait pour Philippe Martin, député, Président du département du Gers, Franck Montaugé, Sénateur Maire d'Auch, Gisèle Biémouret, députée, Vice Présidente du Conseil départemental, Francis Dupouey, vice-président du Conseil Départemental, accompagnés de Conseillers départementaux de la majorité, maires et élus, de confirmer leurs ressentiments à l'égard de Front National concernant la sortie de la PAC, de l'Euro, et l'absence des aides de l'Europe.

Philippe Martin explique sa venue pour deux raisons essentielles dont la première concerne l'indemnité compensatoire du handicap naturel (ICHN) « qui est une mesure importante pour le Gers où l'élevage est primordial ». Le député d'ailleurs se félicite qu'aujourd'hui 90% du département est éligible à l'ICHN à compter du 1 janvier 2018. Pour les 10% manquants « nous sommes toujours en discussion, dévoile Philippe Martin, avec le ministère de l'agriculture ». Et de rappeler que l'Europe a versé à l'agriculture gersoise 120 millions d'euros au titre de la PAC et 5,3 millions d'euros au titre de l'ICHN.

D'autre part Philippe Martin hausse le ton en affirmant que « la candidate du FN est irresponsable en expliquant que l'Europe est responsable de tous les maux de l'agriculture. Si on sort de l'Europe, ajoute-t-il, on ne pourra pas maintenir l'élevage chez nous ». Et de conclure : « S'il y a un Gersxit, ça ne marchera pas ».

Pour Franck Montaugé « il faut aussi travailler sur d'autres orientations de la PAC, aller vers une garantie des revenus agricoles, et valoriser notre agriculture car elle est exportatrice ».

Enfin Gisèle Biémouret affirme « que nous avons envie de faire vivre cette ruralité, il faut la défendre et non pas la piétiner ».



IMG_0088_0047.JPG



L'Europe a versé à l'agriculture gersoise 120 millions d'euros au titre de la PAC et 5,3 millions d'euros au titre de l'ICHN.



IMG_0091_0050.JPG